

SCENE NATIONALE 61

Association

2 Avenue de Basingstoke

61000 - ALENÇON

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

SCENE NATIONALE 61

Association
2 Avenue de Basingstoke
61000 ALENÇON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association SCENE NATIONALE 61,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SCENE NATIONALE 61 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « introduction » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Le rapport d'activités du directeur ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit vos statuts, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

En application de vos statuts, nous vous signalons que le non-établissement, la non-communication et la non- présentation du rapport d'activité constituent une violation des dispositions précisées à l'article 12 des statuts de l'association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Alençon, le 25 juin 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO ORNE


Sébastien LANDAIS

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN ACTIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de	Valeur au	% de
	brute	amort. & dépréc.	nette	l'actif	31/12/2024	l'actif
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles				0,09		0,36
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	32 850,29	32 115,00	735,29		3 015,76	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				16,47		25,44
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...	628 398,14	508 721,62	119 676,52		197 347,75	
Autres immobilisations corporelles	160 679,04	152 269,45	8 409,59		14 503,70	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0,04		0,04
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés	224,00		224,00		224,00	
Prêts						
Autres immobilisations financières	96,00		96,00		96,00	
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	822 247,47	693 106,07	129 141,40	16,61	215 187,21	25,84
Stocks et en-cours	1 026,00		1 026,00	0,13	439,00	0,05
Créances				15,43		20,50
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	10 053,84		10 053,84		26 588,16	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	89 936,05		89 936,05		115 312,04	
Charges constatées d'avance	19 990,19		19 990,19		28 763,47	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	527 441,19		527 441,19	67,83	446 397,29	53,61
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	648 447,27		648 447,27	83,39	617 499,96	74,16
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	1 470 694,74	693 106,07	777 588,67	100	832 687,17	100

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

BILAN PASSIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

		Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves			10,29		9,61
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité		80 000,00		80 000,00	
Autres réserves					
Report à nouveau		860,73	0,11	132,03	0,02
Excédent ou déficit de l'exercice		457,66	0,06	728,70	0,09
Situation nette (sous-total)		81 318,39	10,46	80 860,73	9,71
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement		117 753,08	15,14	195 934,38	23,53
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	(I)	199 071,47	25,60	276 795,11	33,24
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés		139 200,00	17,90	148 060,00	17,78
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	(II)	139 200,00	17,90	148 060,00	17,78
Provisions pour risques		65 353,00	8,40	62 063,00	7,45
Provisions pour charges					
TOTAL DES PROVISIONS	(III)	65 353,00	8,40	62 063,00	7,45
Emprunts obligataires et assimilés					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		337,39	0,04	232,22	0,03
Emprunts et dettes financières diverses					
Instruments financiers à terme					
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		151 486,02	19,48	131 464,97	15,79
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		122 907,72	15,81	111 264,17	13,36
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		93 097,05	11,97	95 861,60	11,51
Produits constatés d'avance		6 136,02	0,79	6 946,10	0,83
TOTAL DES DETTES	(IV)	373 964,20	48,09	345 769,06	41,52
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif	(V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF	(I + II + III + IV + V)	777 588,67	100	832 687,17	100

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SNAT61 - SCENE NATIONALE 61

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	2 478,38	3 007,78	-529,40	-17,60
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	265 358,61	266 741,93	-1 383,32	-0,52
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 691 363,98	1 638 200,86	53 163,12	3,25
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	3 400,00	5 900,00	-2 500,00	-42,37
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		4 858,00	-4 858,00	-100,00
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés	148 060,00	195 333,00	-47 273,00	-24,20
Autres produits	14,57	326,84	-312,27	-95,54
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I) 2 110 675,54	2 114 368,41	-3 692,87	-0,17
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	2 569,20	3 369,29	-800,09	-23,75
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	985 202,33	1 105 639,89	-120 437,56	-10,89
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	14 082,34	12 778,62	1 303,72	10,20
Salaires	628 201,06	595 394,84	32 806,22	5,51
Cotisations sociales	252 995,99	233 474,65	19 521,34	8,36
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	91 753,99	98 550,07	-6 796,08	-6,90
Dotations aux provisions	3 290,00		3 290,00	
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés	139 200,00	148 060,00	-8 860,00	-5,98
Autres charges	1 730,02	2 379,99	-649,97	-27,31
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II) 2 119 024,93	2 199 647,35	-80 622,42	-3,67
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(I-II) -8 349,39	-85 278,94	76 929,55	90,21

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SNAT61 - SCENE NATIONALE 61

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

		Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation en valeur	en %
Produits financiers					
De participation					
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés		9 071,18	11 540,63	-2 469,45	-21,40
Reprises sur dépréciations et provisions					
Différences positives de change					
Produits de cessions d'immobilisations financières					
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.					
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(III)	9 071,18	11 540,63	-2 469,45	-21,40
Charges financières					
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions					
Intérêts et charges assimilées		264,13	219,01	45,12	20,60
Différences négatives de change					
Valeur comptable des immobilisations financières cédées					
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.					
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	(IV)	264,13	219,01	45,12	20,60
2-RÉSULTAT FINANCIER	(III-IV)	8 807,05	11 321,62	-2 514,57	-22,21
3-RESULTAT COURANT avant impôts	(I-II+III-IV)	457,66	-73 957,32	74 414,98	100,62
Produits exceptionnels	(V)		86 706,52	-86 706,52	-100,00
Charges exceptionnelles	(VI)		12 020,50	-12 020,50	-100,00
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(V-VI)		74 686,02	-74 686,02	-100,00
Participation des salariés aux résultats	(VII)				
Impôts sur les bénéfices	(VIII)				
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V)	2 119 746,72	2 212 615,56	-92 868,84	-4,20
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VII+VIII)	2 119 289,06	2 211 886,86	-92 597,80	-4,19
EXCÉDENT OU DÉFICIT		457,66	728,70	-271,04	-37,20
Contributions volontaires en nature					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE					
Charges des contributions volontaires en nature					
Secours en nature					
Mises à disposition gratuite de biens					
Prestations en nature					
Personnel bénévole					
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.					
TOTAL		457,66	728,70	-271,04	-37,20

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 777 588,67 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 457,66 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Depuis la clôture de l'exercice, le contexte géopolitique international est marqué par un conflit au Moyen-Orient impliquant notamment l'Iran, Israël et les États-Unis. Les opérations militaires engagées depuis fin février 2026 et les tensions régionales associées sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale.

À ce stade, il n'est toutefois pas possible d'en mesurer précisément les conséquences potentielles sur l'activité de l'association.

Aucun impact significatif n'a été identifié à la date d'arrêté des comptes nécessitant un ajustement des comptes de l'exercice clos.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La Scène nationale 61 est une association Loi 1901 labellisée "Scène nationale" par le Ministère de la Culture.

L'association a pour but d'assurer la gestion matérielle et financière de la Scène nationale 61 dans l'accomplissement des missions de service public qui lui sont confiées par l'Etat, la Région, le Département, la Communauté Urbaine d'Alençon, la CDC du Pays de Mortagne-au-Perche et Flers Agglo, à savoir :

- s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans les domaines de la culture contemporaine ;
- organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine ;
- participer dans son aire d'implantation (voire dans le Département ou la Région) à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

A ce titre, les activités réalisées sont les suivantes :

- programmation pluridisciplinaire de spectacles vivants à Alençon, Flers et Mortagne-au-Perche ;
- accueil d'artistes en résidence ;
- co-productions de spectacles vivants ;
- mise en place d'un programme d'actions culturelles en lien avec la programmation ;
- développement d'actions artistiques et culturelles sur le territoire.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par les règlements n° 2018-06, n° 2023-03.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.

Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025 :

- Nouvelle définition du résultat exceptionnel :

A compter du 1er janvier 2025, le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et aux écritures comptables d'origine purement fiscale, changements de méthodes inscrits en résultat et correction d'erreur. Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

Sur l'exercice 2025, la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice est comptabilisée dans le résultat d'exploitation pour un montant de 83 701.30 € alors qu'elle était comptabilisée en résultat exceptionnel en 2024 pour un montant de 84 409.52 €.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

- Présentation du compte de résultat :

Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat.

Le compte de transferts de charges est supprimé. Afin de gérer les opérations anciennement comptabilisées dans ces comptes (compte 791), plusieurs solutions ont été apportées :

- * les refacturations de services sont inscrites en produits des activités annexes
- * les aides relatives aux contrats d'apprentissages sont inscrites en subvention d'exploitation

- Présentation du bilan :

Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles éligibles.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Information sur la méthode de décomposition

Les immobilisations sont décomposées par composants dès lors que les montants sont significatifs.

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Installations techniques		de 4 à 5 ans
Matériels outillages et industriels		de 4 à 5 ans
Autres immob. corporelles		de 4 à 10 ans

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Aucune contribution n'est comptabilisée sur cet exercice.

Le montant de la mise à disposition par la Communauté Urbaine d'Alençon des locaux situés 2 avenue de Basingstoke à Alençon s'élève à 109 321 €.

Nous n'avons pas d'autres informations concernant les contributions volontaires en nature de la part des autres financeurs.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation suite à rééval. acquisition
Immobilisations incorporelles		
Autres immobilisations incorporelles	32 600,29	250,00
TOTAL	32 600,29	250,00
Immobilisations corporelles		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	624 212,69	4 185,45
Installations générales, agencements et aménagements divers	19 424,12	
Matériel de transport	60 799,06	
Matériel de bureau, informatique & mobilier	79 183,13	1 272,73
TOTAL	783 619,00	5 458,18
Immobilisations financières		
Autres titres immobilisés	224,00	
Prêts et autres immobilisations financières	96,00	
TOTAL	320,00	
TOTAL GENERAL	816 539,29	5 708,18

	Diminution par virt poste	par cession	Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			32 850,29	
TOTAL			32 850,29	
Immobilisations corporelles				
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			628 398,14	
Inst. générales, agencements et aménag. divers			19 424,12	
Matériel de transport			60 799,06	
Matériel de bureau, informatique & mobilier			80 455,86	
TOTAL			789 077,18	
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés			224,00	
Prêts et autres immobilisations financières			96,00	
TOTAL			320,00	
TOTAL GENERAL			822 247,47	

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SNAT61 - SCENE NATIONALE 61

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			29 584,53	2 530,47		32 115,00
TOTAL			29 584,53	2 530,47		32 115,00
Immobilisations corporelles						
Inst. tech., mat. et out. industriels			426 864,94	81 856,68		508 721,62
Inst. générales, agencts divers			19 424,12			19 424,12
Matériel de transport			60 799,06			60 799,06
Matériel de bureau, informatique			64 679,43	7 366,84		72 046,27
TOTAL			571 767,55	89 223,52		660 991,07
TOTAL GENERAL			601 352,08	91 753,99		693 106,07

SNAT61 - SCENE NATIONALE 61

ETAT DES CRÉANCES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	96,00		96,00
Actif circulant			
Autres créances clients	10 053,84	10 053,84	
Taxe sur la valeur ajoutée	31 122,36	31 122,36	
Divers	55 000,00	55 000,00	
Débiteurs divers	2 468,69	2 468,69	
Charges constatées d'avance	19 990,19	19 990,19	
TOTAL	118 731,08	118 635,08	96,00

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	19 990,19
TOTAL	19 990,19

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	980,82
Autres créances	55 567,51
TOTAL	56 548,33

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les subventions d'investissement sont amorties au même rythme que les bien qu'elles ont servi à financer. Les subventions reçues dans l'exercice ont été entièrement utilisées au 31 décembre 2025.

Elles s'élèvent à 5 520 €, se décomposant comme suit :

- Communauté de communes du Pays de Mortagne-au-Perche : 5 520 €

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	80 000,00				80 000,00
Report à nouveau	132,03		728,70		860,73
Excédent ou déficit de l'exercice	728,70		457,66		1 186,36
Subventions d'investissement	195 934,38		-20 316,00	57 865,30	117 753,08
TOTAL	276 795,11		-19 129,64	57 865,30	199 800,17

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation comprennent des subventions de fonctionnement ainsi que des subventions affectées à des projets. Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans l'exercice pour le montant qui se rattache à l'année civile concernée. Les éventuelles subventions perçues d'avance sont enregistrées dans un compte de régularisation passif "produits constatés d'avance" et les subventions non encore reçues à la date de clôture de l'exercice sont comptabilisées en compte de "subventions à recevoir" inscrit en autres créances.

Les subventions sur projets sont comptabilisées en totalité en produits d'exploitation l'année à laquelle elles se rattachent et les dépenses restant à engager en fin d'exercice comptable sont enregistrées en fonds dédiés (voir précisions au chapitre "Fonds dédiés").

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation			À la clôture de l'exercice	
			montant global	dont remboursement	Transfert	montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Ministère de la Culture (DRAC)	125 900,00	128 700,00	125 900,00			128 700,00	
Autres Ministères	7 000,00	3 500,00	7 000,00			3 500,00	
Région / Département	7 000,00	7 000,00	7 000,00			7 000,00	
Subvention complément de prix : spectacles reportés	8 160,00		8 160,00				
TOTAL	148 060,00	139 200,00	148 060,00			139 200,00	

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

Fonds dédiés sur projets

Les subventions accordées dans le cadre de projets définis sont comptabilisés en totalité en subventions d'exploitation dès la décision d'octoi et rattachées à l'exercice en fonction du niveau de dépenses engagées par type d'actions.

Les fonds dédiés sur projets correspondent aux montants restant à engager au 31 décembre de l'année écoulée au titre de ces subventions.

Ils ont été déterminés en fonction des subventions allouées par les financeurs et du taux de réalisation des projets qu'elles financent. Le solde de l'exercice correspond donc aux fonds affectés aux projets financés mais non encore utilisés conformément à l'engagement pris.

Fonds dédiés sur spectacles reportés

Les fonds dédiés constitués au 31 décembre 2024 ont été utilisés en totalité sur l'exercice clos.

	Montant N	Montant N-1
Sur subventions de fonctionnement	139 200,00	148 060,00
TOTAL	139 200,00	148 060,00

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

SNAT61 - SCENE NATIONALE 61

ETAT DES PROVISIONS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour risques (70 324 €) correspond à la provision pour départ en retraite

La méthode d'évaluation tient compte de la recommandation CNC n° 2013-02.

La provision est calculée sur la base des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, proratisés temporis, et tenant compte d'une probabilité de survie et de présence dans l'entreprise, déduction faite des versements volontaires effectués auprès d'un organisme d'assurance dans le cadre d'un contrat "Indemnités de Fin de Carrière".

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- départ volontaire à l'âge de 67 ans
- taux de rotation du personnel : moyen
- taux de progression des salaires : 6 %
- taux d'actualisation financière : 4,1 %
- taux de charges sociales : 39,3 %
- calcul des droits bruts selon les modalités prévues par la Convention Collective Nationale des Entreprises Artistiques et Culturelles (CCNEAC)

Au 31 décembre 2025, le montant de l'engagement retraite s'élève à 97 962 €, décomposé comme suit :

- Montant versé dans le cadre du contrat IFC : 32 609 €
- Montant de la provision : 65 353 €

La dotation de l'exercice s'élève à 3 290 € et subit le retraitement fiscal.

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisée	Non utilisée	
Autres provisions pour risques et charges	210 123,00	142 490,00	148 060,00		204 553,00
TOTAL	210 123,00	142 490,00	148 060,00		204 553,00
Dont dotations & reprises d'exploitation		142 490,00	148 060,00		

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes etbs à plus d'1 an à l'origine (1)	337,39	337,39		
Fournisseurs et comptes rattachés	151 486,02	151 486,02		
Personnel et comptes rattachés	39 240,67	39 240,67		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	77 560,65	77 560,65		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 196,96	2 196,96		
Autres impôts et taxes assimilées	3 909,44	3 909,44		
Autres dettes	9 663,22	9 663,22		
Produits constatés d'avance	6 136,02	6 136,02		
TOTAL	290 530,37	290 530,37		

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
Exploitation	6 136,02
TOTAL	6 136,02

CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 702,34
Dettes fiscales et sociales	35 227,48
Autres dettes	427,12
TOTAL	80 356,94

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Il n'existe pas de dettes garanties par des sûretés réelles à la clôture de cet exercice.

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

EFFECTIFS MOYENS

L'effectif moyen ci-après concerne les salariés permanents.

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	3,00	3,00
Agents de maîtrise	8,00	9,00
Employés et techniciens	1,00	1,00
Apprentis		1,00
PERSONNEL SALARIÉ	12,00	14,00

SCENE NATIONALE 61

Association
2 Avenue de Basingstoke
61000 - ALENCON

***RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES***

Exercice clos le 31 décembre 2025

IN EXTENSO ORNE

Agence : ALENCON

Siège social : 30 rue d'Alençon Condé sur Sarthe BP 321 61009 Alençon Cedex

SAS au capital de 150 000 euros

RCS : Alençon-NAF : 6920Z- SIRET : 30817433300036

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes Normandie

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables de Normandie

SCENE NATIONALE 61

Association
2 Avenue de Basingstoke
61000 - ALENCON

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association SCENE NATIONALE 61,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Alençon, le 25 juin 2026

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO ORNE

Sébastien LANDAIS

